



FRANCE-CONGO

Des avancées dans les projets du contrat de désendettement

Le ministre délégué au Budget, Ludovic Ngatsé, et les membres du Comité d'orientation et de suivi du contrat de désendettement et de développement ont passé en revue, le 14 février à Brazzaville, l'état d'avancement des différents projets engagés dans le cadre dudit contrat.

Parmi ces projets figurent, entre autres, la construction du deuxième tronçon de la route de la Corniche-sud allant de la Case de Gaulle au site des Cataractes, le drainage des eaux pluviales à Brazzaville et à Pointe-Noire, l'appui à la Société nationale d'électricité, la rénovation des infrastructures d'eau et d'assainissement du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville, l'appui à l'opérationnalisation de la politique nationale d'action sociale ainsi que l'appui à la relance de l'agriculture.

Page 3



Les participants à la 5^e réunion du comité d'orientation et de suivi Adiac

COVID-19

Le Congo reçoit des doses supplémentaires de vaccin Johnson & Johnson



Gilbert Mokoki recevant un échantillon du don

L'ambassadeur du Royaume d'Espagne au Congo, Carlos Robles Fraga, a remis, le 15 février, au gouvernement congolais 151 000 doses supplémentaires du vaccin Johnson & Johnson. Cette donation vient augmenter le nombre des vaccins contre la pandémie du coronavirus, Covid-19. L'échantillon de ces médicaments a été réceptionné par le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki.

Page 5

TENNIS

Deux Congolais sur le podium du tournoi international TCB

La première édition du tournoi international de tennis a vu monter sur la plus haute marche du podium deux jeunes Congolais, Paterne Mamata, en version masculine et Elena Mingui, en version féminine. Organisé du 4 au 12 février à Brazzaville par le Tennis Club de Brazzaville (TCB), ce tournoi a réuni des jeunes tennismen

du Congo, de l'Indonésie, de la République démocratique du Congo, du Sénégal, du Mali, de la France, de la Belgique, de la Suisse, du Portugal, des Etats-Unis, du Japon, du Canada et du Liban venus apporter une valeur ajoutée à ce sport peu connu du grand public faute de compétitions.

Page 16

CIMETIÈRE DE BRAZZAVILLE

L'usage des moustiquaires sur les tombes prend de l'ampleur



Des tombes couvertes de moustiquaires au cimetière Mâ Campagne

Depuis quelque temps l'on observe un phénomène inédit dans les cimetières de Brazzaville où la majorité des tombes est couverte de moustiquaires. Du cimetière d'Itatolo à celui de Mâ Campagne en passant par ceux de Jérusalem et de Loukanga, le constat est le même. Selon certaines sources, les moustiquaires pourtant destinées à la lutte contre le paludisme sont detour-

nées pour stabiliser les gerbes de fleurs déposées sur les tombes afin d'éviter qu'elles soient emportées par le vent.

Page 4

EDITORIAL

Prise de conscience

Page 2

ÉDITORIAL

Prise de conscience

Un vœu qui pourrait bien se concrétiser. Réunies en France dans un congrès mondial, plus de 100 nations dont les Etats-Unis représentés par John Kerry, ont affirmé il y a quelques jours leur détermination à protéger les océans indispensables à la régulation du climat. Les pays étaient attendus sur une vision et pas seulement des propositions. Et de fait, plusieurs actes posés semblent aller dans cette direction même si le chemin ne manquera pas d'obstacles.

Au cours des débats, 43 pays signataires, dont le Congo, se sont engagés à œuvrer pour que soit conclu cette année un accord mondial destiné à protéger la haute mer. Ces pourparlers menés depuis quatre ans mais bloqués par la pandémie sont enfin sur la bonne voie. Le traité est d'autant plus ambitieux qu'il porte sur la préservation de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà des juridictions nationales.

Parmi les avancées significatives, on retiendra l'annonce du soutien par les Etats-Unis des négociations menées par quelques 80 pays pour arriver à un accord international de lutte contre la pollution générée par les plastiques charriés en masse par les fleuves et déversés le long du littoral côtier. L'initiative internationale qui sera lancée au Kenya fin février, sous l'égide des Nations unies, a reçu le soutien des Etats-Unis et de l'Inde ainsi que des institutions financières.

Autres sujets abordés, l'extension de certaines aires maritimes protégées et la probable entrée en application des normes de sécurité pour les navires de pêche. Sans oublier bien sûr des vœux : réduire la pollution des ports, protéger les récifs coralliens ou encore supprimer les subventions publiques qui encouragent la pêche illicite et la surpêche, notamment dans le golfe de Guinée. Avec un point focal mis sur la préservation des estuaires, marais et autres mangroves, ces fameux écosystèmes à forte capacité de stockage.

Les nombreux rendez-vous internationaux dans les prochains mois devront confirmer la tendance de ce qui semble être enfin une prise de conscience mondiale. Les projets ont été définis, une volonté commune affirmée et les objectifs tracés mais il faut maintenant que les déclarations politiques se concrétisent vraiment en actes, a lancé le ministre Soudan-Nonault à Brest. Juste rappel !

Les Dépêches de Brazzaville

GOUVERNANCE

Nécessité de rendre les organes de contrôle opérationnels et efficaces

La problématique a été évoquée récemment au cours d'une rencontre entre le ministre du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs dans les administrations publiques, Jean-Rosaire Ibara, et le président de la Commission nationale de transparence et de responsabilité dans la gestion des finances publiques (CNTR), Joseph Mana Fouafoua.



Jean-Rosaire Ibara s'entretenant avec Joseph Mana Fouafoua DR

Le président de la CNTR a, au cours de la rencontre, présenté au ministre son institution et transmis les textes la régissant. Il a sollicité l'appui du ministère dans l'exécution de ses missions en vue d'instaurer une bonne collaboration avec les organes de contrôle. Joseph Mana Fouafoua a, par ailleurs, proposé au ministre en charge du contrôle d'Etat l'organisation d'un séminaire en faveur des organes de contrôle, en vue d'évaluer les recommandations du Fonds monétaire international (FMI) relatives à l'enquête-diagnostic du gouvernement de 2018, a indiqué le communiqué de presse de la CNTR.

En effet, la CNTR annonçait depuis juillet 2021 ses intentions de procéder à une mission d'évaluation conjointe du niveau d'applicabilité des mesures et recommandations émises dans

le rapport diagnostic du FMI sur la gouvernance. Selon cette institution, les autorités congolaises se sont engagées, dans le cadre de la politique de rupture, à appliquer un programme de réformes dans le contexte d'une étude diagnostique sur les questions de gouvernance et de corruption préparées en consultation avec les services du FMI. Au terme des échanges, Joseph Mana Fouafoua s'est engagé à transmettre à Jean-Rosaire Ibara une copie des rapports sur les actions déjà réalisées par la CNTR. Ravi de son côté de cette visite, le ministre du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs dans l'administration publique a souligné la nécessité de fédérer toutes les idées autour d'un intérêt commun qui concourt à rendre les organes de contrôle opérationnels et

efficaces. Jean-Rosaire Ibara a également souhaité l'organisation des séances de travail avec le ministre des Finances et assuré le président de la CNTR de sa disponibilité.

La CNTR a pour missions de veiller à la stricte application du code relatif à la transparence et à la responsabilité dans la gestion des finances publiques ; recueillir et diffuser les meilleures pratiques en la matière ; requérir toute expertise pour la valorisation des informations relatives aux recettes et aux dépenses publiques. Elle a aussi missions d'entreprendre des études, des analyses et des diagnostics sur la gestion des finances publiques ; de diligenter toutes enquêtes, en cas de violation de la transparence et de la responsabilité dans la gestion des finances publiques.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Eilon
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerprat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CONTRAT DE DÉSENDETTEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT

Les projets engagés avancent à un rythme satisfaisant

Les travaux de la cinquième réunion du Comité d'orientation et de suivi du Contrat de désendettement et de développement (C2D), qui se sont tenus le 14 février à Brazzaville, ont permis aux parties concernées de passer en revue l'état d'avancement des différents projets engagés dans le cadre dudit contrat.

Présidée par le ministre délégué au Budget, Ludovic Ngatsé, la cinquième réunion du Comité d'orientation et de suivi du C2D s'inscrit dans le cadre de la relance des activités dudit comité d'orientation en vue de la bonne gouvernance du C2D afin d'améliorer le suivi de l'exécution des projets. En effet, le C2D est un mécanisme de financement consenti par la France à hauteur de 229 millions d'euros, en complément de l'annulation de la dette accordée par les créanciers du Club de Paris, suite à l'atteinte, en 2010 par le Congo, du point d'achèvement de l'initiative Pays pauvres très endettés. A chaque échéance remboursée, l'Agence française de développement reverse la somme correspondante sous forme de subvention pour financer les projets.

Au cours de cette réunion, une présentation de l'état d'avancement global de ces projets a été faite en vue de permettre aux participants de s'imprégner de l'évolution, des impacts positifs des différents projets. Au nombre des projets figurent la construction de la route de la Corniche-sud de Brazzaville,

allant de la Case de Gaulle au site des Cataractes, le drainage des eaux pluviales à Brazzaville et à Pointe-Noire, l'appui à la Société nationale d'électricité (actuellement Energie Electrique du Congo), la rénovation des infrastructures d'eau et d'assainissement du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville, l'appui à l'opérationnalisation de la Politique nationale d'action sociale ainsi que l'appui à la relance de l'agriculture ; etc.

Abordant le point sur l'enveloppe totale des deux C2D signés en 2010 et 2014 intégralement engagée, le chargé d'affaires de l'ambassade de France, Louis Berthelot, a signifié que le Congo se doit d'honorer ses arriérés car les activités définies dans le projet doivent être réalisées de manière efficace. Les projets doivent, de ce fait, se poursuivre et pour certains s'accélérer. « Pour l'atteinte des objectifs fixés, la reprise des remboursements des arriérés sur le C2D doit être lancée à compter de mi-juin 2022. Ces arriérés d'un montant de 37 milliards, soit 56,5 millions d'euros, ont été intégrés dans l'accord sur le différé de la dette signée



Les participants à la 5^e réunion du comité d'orientation et de suivi/Adiac

entre la France et le Congo en 2010. Faute de remboursement de ces sommes dès juin prochain, le mécanisme C2D se trouvera bloqué en raison d'un défaut de trésorerie sur le compte C2D conduisant à l'arrêt des activités. Il s'agira également de tout mettre en œuvre pour accélérer les délais de passation de marché», a fait savoir Louis Berthelot.

De son côté, le ministre Ludovic Ngatsé a rappelé qu'à ce jour l'intégralité de l'enveloppe des 229 millions d'euros a été engagée et cela a servi à financer treize projets et deux fonds

d'études de renforcement de capacités. Le contrat C2D, a-t-il dit-il, avance à un rythme satisfaisant et s'applique normalement, en dépit des défis liés à la pandémie à coronavirus (Covid-19). « Pour les projets qui restent encore à financer, le Congo s'engage à faire ce qui est de son ressort pour que les remboursements reprennent conformément à l'initiative liée à la dette à partir de juin 2022 et que les décaissements se fassent pour clôturer les projets restants », a-t-il déclaré.

Au terme de la 5^e réunion du

comité d'orientation, le Comité d'orientation et de suivi a formulé plusieurs recommandations visant, entre autres, la valorisation, les avancées et l'accélération de l'exécution desdits projets. Il a également souligné l'importance de maintenir la dynamique de la gouvernance du C2D de façon à améliorer encore le suivi de l'exécution des projets ainsi que la nécessité pour les autorités congolaises de mettre en place les moyens suffisants et adaptés pour assurer la pérennité des investissements réalisés.

Gloria Imelda Lossele

EXÉCUTION DU PDCE

Les maîtres artisans invités à plus de professionnalisme

Dans le cadre de la suite de la série de sensibilisation des jeunes vulnérables bénéficiaires des formations gratuites et leurs parents, le coordonnateur du Projet de développement des compétences pour l'employabilité (PDCE), Auxence Léonard Okombi, et son équipe ont échangé, le 15 février, avec les responsables des centres de formation sur leur rôle dans le processus de formation des Congolais.

Les animateurs des centres de formation et les maîtres artisans ont été éduqués sur les attitudes puis les comportements à adopter, afin de non seulement faciliter l'encadrement des jeunes, mais aussi sanctionner les moins motivés.

Selon les membres du PDCE, les formateurs doivent exhorter les jeunes à prioriser la formation qu'autre chose, car le coût de la formation supporté par le gouvernement est de 2 000 000 FCFA pour les jeunes de la sous-composante 1.1 et de 1 800 000 FCFA pour ceux de la sous-composante 1.3.

Les responsables pédagogiques des centres ont aussi la mission de s'assurer que les jeunes acquièrent au fur et à mesure les compétences attendues par rapport à l'avancement des programmes. « Toute forme de travaux assimilables à une corvée est interdite et vous expose à un remplacement. Les apprentis ne doivent pas être considérés comme vos garçons et femmes



Des maîtres artisans suivant les orientations d' Auxence Léonard Okombi/Adiac

de ménage. Les fonds destinés à l'achat de la matière d'œuvre ne doivent pas être utilisés à

d'autres fins. Les jeunes affectés dans vos différents ateliers ne sont pas vos travailleurs, ce

sont des apprentis qu'il faut traiter avec dignité et courtoisie. Le maître doit montrer l'exemple », a

averti Auxence Léonard Okombi. Il a ajouté que le port correct des équipements de protection individuelle est une exigence qui garantit la sécurité des formateurs et celle des apprentis dans les ateliers. Elle contribue aussi à servir de modèle aux jeunes apprentis.

Le PDCE a souscrit une assurance scolaire pour l'ensemble des apprenants et apprentis. Cette assurance ne couvre que les accidents liés à la formation des jeunes. Financé par la banque mondiale, le PDCE prend actuellement en charge 5000 jeunes Congolais qui suivent des formations en couture, coiffure, broderie, pâtisserie, arboriculture, aviculture, cuisine. Il y a aussi le service de restauration, la transformation des produits carnés-laitiers et halieutiques, ainsi que des produits végétaux. De même, des filières de mécanique-automobile, chaudronnerie, froid en installation domestique, électricité du bâtiment, maçonnerie et autres sont concernées.

Rude Ngoma

BRAZZAVILLE

L'usage des moustiquaires prend de l'ampleur dans les cimetières

En fréquentant les cimetières de Brazzaville, l'on constate que les moustiquaires ne sont pas toujours utilisées pour lutter contre le paludisme.

Au cimetière d'Itatolo, dans le neuvième arrondissement de Brazzaville, Djiri, plusieurs tombes sont couvertes de moustiquaires. La même réalité est observable dans d'autres cimetières de la capitale, notamment Mâ Campagne, au quartier Kinsoudi, dans le premier arrondissement Makélékélé.

Dans la conscience collective, la moustiquaire est un instrument de lutte contre le paludisme. Une des pandémies qui constituent un sérieux problème de santé publique avec un taux de mortalité assez élevé, notamment chez les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes. Il est clair que sur les tombes, les moustiquaires ne sont pas utilisées pour protéger les morts du paludisme. « Pour éviter que les gerbes de fleurs ne soient emportées par le vent, nous les couvrons de moustiquaires », a expliqué Roland Bikouta qui



Des tombes couvertes de moustiquaires au cimetière Mâ Campagne/DR

s'occupe des petits travaux au cimetière de Mâ Campagne.

Si certains achètent des moustiquaires pour couvrir les tombes, d'autres utilisent celles distribuées à l'occasion des campagnes de lutte contre le paludisme. A propos, les pouvoirs publics et partenaires mettent gratuitement à la disposition de la population des moustiquaires imprégnées pour réduire l'incidence de la pandémie sur le taux de mortalité.

Les chiffres mis en relief par le Programme national de lutte contre le paludisme font état d'un faible taux d'utilisation de la moustiquaire imprégnée à l'issue des campagnes de distribution de masse de 2019 et 2020 avec une couverture de 86,2% pourtant. Autant dire que l'usage social de la moustiquaire n'est pas toujours celui qui lui est reconnu : instrument de lutte contre le paludisme.

Rominique Makaya

DÉVELOPPEMENT URBAIN

Des experts en assistance technique déployés à Nkayi et Owando

Le programme "Villes résilientes" a été officiellement lancé le 15 février à Nkayi, dans la Bouenza, après une première phase locale consacrée aux volets assainissement et implication de la société civile. Cette nouvelle phase qui débute est axée essentiellement sur l'appui institutionnel aux mairies de Nkayi et d'Owando (Cuvette).

Les experts du cabinet belge IBF seront déployés auprès des autorités municipales de Nkayi et d'Owando, qui sont les deux villes secondaires de la République du Congo retenues dans le cadre du programme "Villes résilientes" subventionné par l'Union européenne (UE). D'après le chef du projet IBF, Dario Césaréo, l'assistance technique portera sur l'amélioration de la gouvernance et le renforcement des capacités en matière de fiscalité des services rendus, grâce à des outils de gestion plus adaptés et à un volume important de formation des agents municipaux.

Le premier défi consiste à favoriser un meilleur climat de dialogue d'abord à l'intérieur des mairies et, ensuite, entre les mairies et les services techniques locaux et entre les autorités communales et les organisations de la société civile composées des comités de quartiers. Le cadre de concertation permettra aux comités locaux des quartiers de dialoguer avec leurs autorités



Photo de famille des experts en assistance technique/Adiac

communales et de mener des plaidoyers auprès du gouvernement pour pouvoir permettre l'application de certains règlements, la formulation de certaines lois...

« Trois assistants techniques sont mobilisés, dont un à Brazzaville et les deux autres dans les localités retenues. Leur travail consiste à appuyer les mairies à mieux planifier les services de l'assainissement et

la gestion des ordures. Il s'agit d'une activité prioritaire pour les mairies. Le délai de quatre ans est suffisant pour permettre de renforcer les capacités des mairies et d'arriver à un changement dans la gouvernance locale », a indiqué Dario Césaréo.

Il faut souligner que lors de la cérémonie marquant le lancement national du programme "Villes résilientes", l'ambassadeur de l'UE

au Congo, Giacomo Durazzo, a insisté sur la contribution du projet à l'effort de rééquilibrage territorial, qui favorise des meilleures conditions de vie dans les villes secondaires. « L'approche territoriale du développement local prônée par l'UE se base sur toutes les potentialités d'un territoire, à partir des stratégies de développement local qui prennent en compte les interactions entre tous les

domaines de développement comme l'assainissement, les ouvrages de la voirie urbaine, la gestion des déchets », a-t-il signifié.

Outre l'assistance technique, les communes de Nkayi et d'Owando vont également bénéficier des équipements sanitaires et des ouvrages de drainage des eaux pluviales et de lutte contre les érosions, avec l'expertise de l'Agence française de développement. L'objectif principal du programme est de créer de meilleures conditions de développement local et d'adaptation au changement climatique. Un soutien des partenaires européens salué par les autorités locales concernées, en l'occurrence le préfet de la Bouenza, Jules Monkala-Tchoumou; le maire de Nkayi, Gaston Mampassi; et celui d'Owando, Michel Elenga.

Pour l'ensemble du projet censé durer cinq ans, l'UE a débloqué 32 millions d'euros, environ 21 milliards FCFA, dans le cadre du 11e Fonds européen de développement.

Fiacre Kombo

COVID-19

151 000 doses supplémentaires de Johnson and Johnson offertes au Congo

L'ambassadeur du royaume d'Espagne au Congo, Carlos Robles Fraga, a remis le 15 février au gouvernement congolais 151 000 doses uniques de vaccin Johnson and Johnson.

Le don permet d'augmenter la capacité de produits utiles pour vacciner la population congolaise. L'échantillon symbolique de ce don a été réceptionné par le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki.

L'ambassadeur d'Espagne a rappelé que le don s'inscrivait dans le cadre de l'effort de solidarité vers d'autres pays. Selon lui, il y a une seule humanité et on ne peut vivre séparément dans le monde.

« Nous sommes en train de faire un effort de don de doses de vaccins. L'Espagne a déjà donné au système Covax près de cinquante millions de doses de vaccins dont une partie de doses importantes a été donnée par l'Amérique latine », a-t-il déclaré.

Selon lui, son pays n'a pas oublié d'autres parties du monde telles que l'Afrique sub-saharienne qui avait bénéficié de seize millions de



Le ministre Gilbert Mokoki recevant un échantillon du vaccin/Adiac

doses de vaccins. Il a souligné, à cette occasion, la nécessité de renforcer les structures de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ainsi que leur capacité technique à offrir dans certains

secteurs.

Carlos Robles Fraga a indiqué que le constat fait dans les hôpitaux espagnols a prouvé que les cas graves reçus sont ceux qui n'ont pas été vaccinés. A cet effet, il a émis le

souhait aux autorités congolaises de lutter contre la désinformation du vaccin sur les réseaux sociaux.

Par ailleurs, il a assuré la disponibilité de son pays à collaborer avec l'OMS et le sys-

tème Covax ainsi qu'à être en relation avec le personnel sanitaire impliqué dans la lutte contre la maladie.

Le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki, de son côté, a rappelé que la vaccination est le pilier du plan de riposte à la Covid-19. Selon lui, le taux de couverture vaccinale de la population devrait atteindre 60% d'après les conseils de l'OMS.

« Dans ce processus de vaccination, l'approvisionnement en vaccin de qualité est une opération fondamentale dans la mise en œuvre des activités de vaccination car il n'y a pas de vaccination sans vaccin », a-t-il indiqué, ajoutant que « le ministère s'est engagé dans plusieurs initiatives multilatérales et bilatérales visant à garantir les disponibilités de vaccins pour la campagne de vaccination contre la covid ».

Lydie Gisèle Oko

COMPÉTITION

Plus de vingt écoles privées de Brazzaville participent au Fenemof

Les élèves du primaire, du collège et du lycée des différents établissements scolaires privés de Brazzaville concourent au Festival national d'épellation des mots français qui se tient du 16 février au 5 mars, à Brazzaville.

La cérémonie d'ouverture du Fenemof a eu lieu le 15 février, à Brazzaville. Le Fenemof est une compétition qui envisage de renforcer les compétences des jeunes scolarisés de la ville capitale en orthographe française. Il est à sa sixième édition et a pour objectif de promouvoir l'usage de l'orthographe française en milieu scolaire.

Cette édition se déroulera en trois phases : la phase préliminaire qui commence du 16 au 18 février ; la demi-finale du 23 au 25 février et enfin la finale du 2 au 5 mars. Ces étapes se dérouleront le matin et l'après midi.

Le Fenemof devient au fil des années l'un des rendez-vous incontournables en République du Congo. De Réussite Mielchiyad Yoka, directeur dudit festival, s'est dit fier de ce rendez-vous culturel et artistique. « Nous sommes fiers de croire que la jeunesse scolaire, à travers les lettres et les mots, acquerra des connaissances essentielles sur le bon usage de l'orthographe. Nous avons acquis une dimension internationale en choisissant de s'engager et d'initier une réflexion avec le concours d'autres festivals internationaux au sujet de la partici-



L'assistance et les candidats/DR

pation des lauréats à ces festivals », a-t-il fait savoir, tout en lançant un appel de soutien: « Nous sollicitons les sponsors, des partenaires qui peuvent nous soutenir matériellement, nous voulons qu'il

y ait des grands prix pour motiver les écoles. Jusque-là nous ne travaillons qu'avec l'hôtel Pefaco, il est l'unique partenaire », a-t-il indiqué.

De même, il s'est indigné de la

non-participation des écoles publiques. « Nous écrivons aux écoles publiques, malheureusement il n'y a pas de suite favorable. Seules les écoles privées qui nous répondent. Près de vingt-

cinq établissements scolaires privés que nous avons sélectionnés. Le choix des candidats se fait par les responsables des écoles respectives. Nous exigeons les élèves de CM1, CM2 ; de 4e et 3e. Par contre, au lycée il n'y a pas d'exigence », a signifié le directeur du Fenemof.

Il a remercié les candidats, les responsables des écoles participantes, indiquant qu'il est nécessaire d'inculquer l'habitude de la bonne orthographe chez les élèves.

Pour sa part, Alexandre Becher, président d'honneur des éditions cinq et six, directeur artistique et des relations publiques de Pefaco Hôtel, a félicité l'équipe du Fenemof ainsi que les candidats. « L'éducation et l'enseignement, c'est ce qui fera de vous demain des responsables. Sans enseignement, c'est compliqué, d'où l'importance de cet événement », a-t-il exhorté.

Les lauréats des éditions précédentes encouragent cette initiative permettant de promouvoir le vivre-ensemble et le bon usage de l'orthographe française en milieu scolaire. Créé en 2016, à Brazzaville, le Fenemof a pour devise plus de magie avec des mots.

Rosalie Bindika



AVIS DE VACANCE DE POSTE

Titre du poste	Représentant(te) Assistant(e), NOD,
Congo	
Numéro du poste	00011326
Lieu	Congo, Brazzaville,
Temps plein/Temps partiel	Temps plein
Régulier/Temporaire	Régulier
Rotation	Non-rotationnel.
Type de contrat	FixedTermAppointment(FTA)
Durée du poste	Un an renouvelable.

VEUILLEZ NOTER QUE CE POSTE EST OUVERT UNIQUEMENT AUX RESORTISSANTS DU CONGO.

Date de clôture le 07 mars 2022, 17h00, heure de Brazzaville

Tâches et responsabilités principales

Sous la supervision du Représentant de l'UNFPA, le Représentant(te) Assistant(te) agira en son nom selon les besoins.

Il/Elle sera responsable de :

- Conduire les échanges politiques permanents avec la partie gouvernementale, les Nations-Unies et les autres partenaires de développement afin de faciliter la prise en compte des priorités de l'UNFPA et de l'agenda de la CIPD dans les plans et stratégies nationales, ainsi que dans les systèmes, les initiatives des Nations-Unies et le cadre de travail pour le développement (CCA, UNDAF, PRSPs, SWAPs, CAP, MDG),
- Traduire les stratégies globales en stratégies spécifiques de plaidoyer. Il s'agit notamment de créer et de diffuser des messages de plaidoyer fondés sur des données probantes pour promouvoir les objectifs du programme de l'UNFPA, en tenant compte des sensibilités politiques et sociales,
- Promouvoir une approche axée sur les résultats, en intégrant des politiques et des stratégies innovantes dans la conception et la formulation des programmes, sous-programmes et projets nationaux. Il/Elle veillera à ce que les programmes répondent aux besoins du pays dans les domaines des priorités stratégiques de l'UNFPA,
- Faciliter l'obtention des résultats du programme en identifiant, en fournissant et en coordonnant les contributions à l'élaboration et à la mise en œuvre du programme, en assurant le suivi et la supervision du programme, et en coordonnant et en évaluant les contributions des consultants et des experts techniques,
- Promouvoir le partage des connaissances et l'apprentissage continu, notamment en testant, évaluant et documentant les stratégies innovantes et les meilleures pratiques internes et externes à l'UNFPA, et en les intégrant le cas échéant,
- Contribuer à la mobilisation des ressources en identifiant les donateurs potentiels, en préparant des propositions, y compris en exposant les ressources de cofinancement pour le soutien au programme de pays, et en soutenant le gouvernement et d'autres agences dans la coordination de l'aide aux programmes,
- Participer à l'élaboration de l'UNDAF et du programme pays et veiller à ce que les priorités du plan stratégique de l'UNFPA sont bien reflétées dans ce document,
- Coordonner la mise en œuvre des activités du programme en collaboration avec les autres chargés de programme,

- Appuyer les partenaires du Gouvernement et des ONG dans l'élaboration de leur plan de travail annuel et leur mise en œuvre conformément au programme pays,
 - Apporter son appui à l'exécution financière du programme et de l'IB,
 - Veiller à la bonne gestion des ressources financières du programme et de l'IB conformément aux directives et aux outils de management mis en œuvre par le bureau,
 - Participer à l'amélioration de la visibilité des activités du bureau,
 - Participer à l'élaboration du rapport annuel du bureau,
 - Représenter l'UNFPA aux réunions des groupes thématiques (GPSE, Administration, etc.),
 - Apporter son appui technique aux partenaires de mise en œuvre (Gouvernement, ONG),
 - Participer à l'amélioration des capacités techniques du staff du bureau.
- Qualifications and Expérience :

a. Education :

Diplôme supérieur en santé publique, médecine, sociologie, démographie, genre, relations internationales, développement international, économie, administration publique, gestion ou autre discipline connexe.

b. Expérience et Connaissance :

- 7 ans d'expérience professionnelle pertinente et progressive dans les domaines de population et développement, la santé de la reproduction, la conception, la gestion, le suivi et l'évaluation des programmes,
- Capacité démontrée à concevoir des programmes afin d'en assurer l'alignement avec le plan stratégique de l'UNFPA et les priorités nationales,
- Capacité prouvée à gérer des équipes pour l'atteinte des objectifs fixés,
- Excellentes compétences en communication (écrite et orale) pour mobiliser et consolider des partenariats engagés à haut niveau et à tous les niveaux,
- Solide compréhension de la gestion axée sur les résultats.

c. Langues :

Une bonne maîtrise du français oral et écrit est requise.

La connaissance de l'anglais est un atout

Dossier de candidature et dépôt

Pour plus de détails cliquez sur les liens ci-dessous :

Les dossiers ne peuvent être soumis qu'en ligne sur la plateforme UNFPA erecruit. (voir le lien ci-dessous). Vous pouvez directement vous rendre sur le site UNFPA Congo (<https://congo.unfpa.org/fr/vacancies>), inclure les contacts de trois personnes de références.

https://erecruit.partneragencies.org/psc/UNDPP1HRE/EMPLOYEE/HRMS/c/HRS_HRAM.HRS_CE.GBL?Page=HRS_CE_JOB_DTL&Action=A&JobOpeningId=41184&SiteId=1&PostingSeq=1

Fait à Brazzaville, le 14 février 2022

Rose GAKUBA

Représentant ai UNFPA Congo

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Top 10 des meilleures universités d'Afrique

Le continent africain abrite de nombreuses universités qui se classent parmi les meilleures du monde, en matière d'éducation. Ci-après les dix meilleures universités africaines, selon le dernier classement des meilleurs collèges de US News.com.

1. Université du Cap

L'Université du Cap est la première d'Afrique du Sud, d'Afrique tout court, avec un score global de 109. Elle comprend cinquante-sept départements, six campus, six facultés, 1208 membres du personnel académique, 3179 membres du personnel non académique.

2. Université de Witwatersrand

Située à Johannesburg, en Afrique du Sud, l'Université de Witwatersrand comprend de nombreux campus. Elle est classée 212e meilleure université sur la liste mondiale. Et c'est la deuxième meilleure université d'Afrique et d'Afrique du Sud. Elle propose jusqu'à 3 600 cours. Le regretté président Nelson Mandela est un ancien de cette université.

3. Université de Stellenbosch

Troisième meilleure université d'Afrique, située à Stellenbosch, au cœur du Cap occidental, en Afrique du Sud, c'est une université publique de recherche et la plus ancienne d'Afrique. Elle compte quatre campus et est classée 317e meilleure université au monde. Elle abrite jusqu'à cent cinquante départements partagés entre dix facultés.

4. Université du KwaZulu-Natal

Cette université sud-africaine est classée 371e dans le monde et 4e en Afrique. Elle est située dans une province appelée KwaZulu-Natal et existe depuis 2004. Elle compte quatre collèges et cinq campus.

5. Université du Caire

Cette université est située au cœur de la capitale égyptienne, Le Caire. Elle est classée 392e au monde et 5e en Afrique. Elle abrite vingt facultés, trois institutions et fait partie des cinquante meilleurs centres d'enseignement supérieur au monde.

6. Université de Johannesburg

L'Université de Johannesburg est classée 417e au monde et 6e en Afrique. Elle est célèbre pour être l'un des pôles de recherche d'Afrique du Sud. Cette université propose des programmes académiques de classe mondiale et compte plus de 50 000 étudiants.

7. Université d'Ibadan

Selon le dernier classement, l'Université d'Ibadan est la 425e meilleure université au monde et la 7e en Afrique. Elle a été la première institution à décerner un diplôme universitaire au Nigeria et a gagné en croissance économique, politique et sociale. Parmi ses anciens élèves on peut citer Chinua Achebe et Wole Soyinka.

8. Université de Pretoria

L'Université de Pretoria, en Afrique du Sud, abrite une école de commerce, neuf facultés différentes et propose plus de 1800 programmes universitaires. Elle est la 434e meilleure université au monde et a remporté de nombreux prix et réalisations en recherche aux niveaux international et local.

9. Université de Mansourah

Classée 477e au monde et 9e meilleure en Afrique, l'Université de Mansourah, au milieu du delta du Nil en Égypte, couvre de nombreuses disciplines majeures et dispose d'excellentes installations médicales. Son centre d'urologie et de néphrologie est l'un des plus grands d'Afrique.

10. Université du Nord-Ouest - Afrique du Sud

La Northwest University se classe au 510^e rang mondial des meilleures universités. C'est la 6e université sud-africaine sur cette liste. Elle est connue pour son excellence dans les sciences économiques et de gestion, les affaires et la gouvernance, la psychologie industrielle et le tourisme.

Noël Ndong

EMPREINTE CARBONE

Les inégalités entre les riches et les pauvres s'accroissent

Une étude met en évidence l'important écart dans la consommation énergétique et les émissions de CO₂ entre les plus riches et les plus précaires.

La pandémie de covid-19 a eu des conséquences considérables dans le monde entier, qu'elles soient économiques, sociales mais aussi environnementales. La crise sanitaire a également accéléré les inégalités entre les plus riches et les moins riches sur la planète, rapporte The Guardian. Une étude britannique a conclu que pour arriver à la neutralité carbone, la meilleure façon serait de réduire les émissions des plus fortunés. Leur part ne cesse de grandir par rapport aux émissions totales, et leur consommation apparaît disproportionnée par rapport à leur nombre. The Guardian met en avant plusieurs chiffres pour étayer ce point. En 2010, les 10% les plus riches représentaient 34% des émissions de CO₂, 49% en 2015. À l'inverse, les 50% les plus pauvres étaient responsables de 15% de ces émissions, contre 7% en 2015. Cette même année, les 0,1% les plus fortunés totali-

saient 4,5% des émissions de CO₂. Dans le cas du Royaume-Uni, en ce qui concerne les besoins énergétiques des habitants, la moitié la plus pauvre du pays représente 20% de la demande, ce qui n'est même pas l'équivalent de celle pour les 5% les plus aisés.

La double peine pour les plus précaires

Si dans cette dernière catégorie les personnes ont tendance à avoir des logements mieux isolés et équipés, leur surface est plus imposante, pour le chauffage, par exemple, en plus des nombreux appareils électroniques qu'ils sont en mesure de s'offrir, explique l'étude. La hausse du coût de l'énergie frappe d'abord ceux qui vivent le moins dans l'opulence. « Il est beaucoup plus facile pour les consommateurs les plus riches d'absorber ces augmentations sans changer leur comportement. Contrairement

aux moins fortunés, le thermostat ne sera pas baissé et l'idée de ne pas prendre un vol long-courrier pour le soleil n'est pas une option », dit Aimée Ambrose, professeure à l'université Hallam de Sheffield. Elle dénonce l'inaction des différents décideurs envers ceux qui utilisent massivement l'énergie, estimant que cela serait l'opportunité idoine pour baisser les inégalités et s'approcher de la neutralité carbone. Ajoutant : « Les prix peuvent forcer les ménages à faible revenu à réduire leur consommation jusqu'à des niveaux dangereux ». En outre, les plus riches sont ceux qui prennent le plus souvent l'avion. Enfin, la consommation énergétique est plus élevée dans les villes et les banlieues aisées, mais la pollution de l'air impactera davantage les zones plus précaires, d'après elle.

Noël Ndong

CRISE UKRAINIENNE

L'Occident répond positivement aux initiatives de la Russie

Les États-Unis et l'Otan, dans leurs documents, ont positivement répondu aux initiatives de sécurité de la Russie, qu'ils ont longtemps niées, a déclaré mardi le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, lors d'une conférence de presse à l'issue des négociations avec le ministre des Affaires étrangères de la Pologne, qui préside l'OSCE, Zbigniew Rau.

« L'Occident a finalement répondu quand il s'est rendu compte que nous discutons sérieusement de la nécessité de changements radicaux dans le domaine de la sécurité européenne. Il a positivement répondu aux initiatives qu'il a longtemps rejetées », a déclaré le chef de la diplomatie russe.

M. Lavrov a déclaré que pendant plusieurs années, Bruxelles avait ignoré les propositions de Moscou visant à réduire le danger et les risques militaires en Europe. « Nous partions du principe que les membres de l'Otan déclarent constamment quelque chose et

nous appelent à prendre des mesures de confiance et à réduire le risque militaire, mais tout ce que j'ai dit était ignoré pendant de nombreuses années. Maintenant que nous avons reçu la réponse de l'Otan et des États-Unis, presque toutes ces idées sous une forme ou une autre, y compris la nécessité de ne pas déployer de missiles terrestres à moyenne et courte portée, sont reproduites comme les initiatives de nos partenaires », a-t-il décrit la situation. Selon le ministre russe des Affaires étrangères, la Russie va bientôt finaliser et transmettre aux partenaires occidentaux

sa réponse à leurs propositions de garanties de sécurité. Dans sa préparation, Moscou part de l'intégrité de sa position. « Hier, je prouvais au président russe, Vladimir Poutine, le propos de la situation actuelle dans le dialogue avec les États-Unis et l'Otan sur le thème des garanties de sécurité. J'ai souligné que nos propositions, qu'il a déjà approuvées, qui maintenant seront élaborées et définitivement transférées aux États-Unis et partenaires de l'Otan, partent de la préservation de l'intégrité de la position russe », a déclaré M. Lavrov.

TASS

Kiev a qualifié de « bon signal » la fin des manœuvres du ministère russe de la Défense

Le bureau du président ukrainien, Vladimir Zelenski, s'est réjoui de l'annonce que le matériel blindé russe a regagné ses garnisons après la fin des manœuvres du ministère russe de la Défense. C'est ce qu'a déclaré mardi le conseiller du chef du bureau présidentiel ukrainien, Mikhaïl Podoliak, relayé par le site d'information Liga.

« Sans aucun doute, les in-

formations sur le début du retrait des unités russes de la frontière ukrainienne sont un bon signal », a-t-il noté.

Le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmitri Kouleba, pour sa part, a déclaré mardi que Kiev croirait à une désescalade de la situation, lorsqu'il verrait le retrait des troupes russes.

Précédemment, le porte-pa-

role du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov, a fait savoir que les unités des Districts militaires sud et ouest commenceraient à regagner leurs garnisons mardi. Plus tard, le ministère russe a diffusé une vidéo montrant le chargement du matériel blindé après la fin des manœuvres.

TASS

PHOTOGRAPHIE

Des clichés de Pamela Tulizo exposés à Paris

“Face to face” est l’exposition de la photographe congolaise Pamela Tulizo proposée du 21 janvier au 13 mars, au studio de la Maison européenne de la photographie.

La lauréate en 2020 du Prix Dior de la photographie, dont assurément le nom n'évoque pas encore une des vedettes connues de la photo, commence pourtant à se faire connaître et pourrait bien, prochainement, se voir ajoutée à leur liste. Née en 1994 à Bukavu, en République démocratique du Congo, la jeune photographe a fait parler d'elle en 2020, en remportant le Prix Dior de la photographie et des arts visuels pour Jeunes talents.

Avec sa série “Double identité”, exposée à la Maison européenne de la Photographie (MEP), l'artiste cherche à illustrer l'histoire de son pays, et en particulier de la ville de Goma, dans la région du Nord-Kivu, où elle a grandi.

Par son reportage, elle donne à voir une région déchirée par les guerres civiles et les violences, perpétrées notamment sur les femmes. Elle met alors en scène des portraits féminins, avec des visages aux doubles faces, tiraillés entre l'ambition et la tradition, la société et l'individu.

Son modèle, toujours le même, devient tour à tour dame élégante, médecin, femme d'affaires ou mère modeste. À travers l'usage de la mode – maquillage, vêtements, couleurs –, la jeune artiste nous propose un récit poignant qui cherche à révéler « la beauté et la force intérieure » des femmes qui l'entourent. Un pari réussi puisque les clichés, portés par des regards francs et droits, dégagent puissance et sagesse.

La MEP présente également sa récente série “Enfer paradisiaque” (2021), inspirée par l'épidémie de la covid-19 : images de modèles en robes somptueuses, conçues pourtant à partir de produits essentiels comme des ampoules, de la nourriture ou du charbon.

Marie Alfred Ngoma



Pamela Tulizo, exposition «Face to face» 2022, Maison européenne de la photographie/DR



FONDATION
GOTÈNE



CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE

Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX^e siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

« *Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents* »

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène

Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71

84, Bd Denis Sassou Nguesso
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

fondationmarcelgotene@gmail.com
www.fondationgotene.com

MUSIQUE

Le groupe Ndima brillant à l'IFC

Le spectacle dénommé "Äkä free voices of forest" (France – Congo) bouclant la tournée euro-congolaise du groupe Ndima, le 12 février dernier à l'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville, a été une rencontre inédite entre l'univers musical des Aka, largement reconnu grâce à leurs chants traditionnels autochtones, et celui d'artistes de l'ouest de la France, à l'imaginaire florissant et rompu à l'improvisation.

Le spectacle a été donné par le groupe Ndima (peuple Aka de la République du Congo) avec des artistes comme Angélique Manongo, Emile Koule, Nadège Ndzala (au chant), Gaston Motambo, Michel Kossi (au tambours, arc musical, et chant), sous la direction artistique de Sorel Eta. Ils étaient accompagnés des artistes venus de France, à l'instar de Leïla Martial (voix, composition), Rémi Leclerc (body-percussionniste, clavier et composition), et d'Eric Perez (voix, percussions, compositions). Un véritable métissage culturel.

Au cours de ce spectacle auquel le groupe Ndima a introduit la batterie, le synthétiseur..., Rémi Leclerc a ébloui le public en chantant et interprétant sans faille les sonorités Aka. Le tout accompagné des ovations à chaque instant qu'une chanson venait à prendre fin. De même, si Angélique Manongo, Emile Koule, Nadège Ndzala ont été fantastiques, cela a été autant pour l'incroyable vocaliste Leïla Martial, à la voix angélique. On dirait tout de suite que cette soirée musicale a été splendide. Le public a assisté à un joyeux mélange de sons, de vibrations, d'expressions vocales. La rencontre de ces deux mondes est l'avènement d'une communauté de sons, un « peuple de sons », dirait-on. En effet, les chanteurs et percussionnistes du groupe Ndima, porteurs d'une culture ancestrale, et les trois improvisateurs originaires du sud-ouest de la France sont réunis autour du plaisir de jouer de leurs voix et de leur corps.

Débutée vers la fin de l'année 2021 en Europe, cette tournée



Les artistes saluant le public à l'issue du concert/Adiac

s'est poursuivie au début de l'année 2022 au Congo. « Leïla Martial et Rémi Leclerc avaient partagé un rêve ; celui de rencontrer un jour les autochtones. Lors de notre tournée européenne, nous les avons rencontrés et avons mis ensemble un projet qui leur a permis de venir au Congo en 2019. Nous sommes allés au cœur de la forêt avec eux où ils ont séjourné chez les Aka. Après, ils sont venus répéter avec nous à Brazzaville. L'année passée, nous sommes allés en France et avons mis en place ce concert que nous appelons "Les voix libres de la forêt". Après la France, nous sommes venus tourner au Congo, d'abord à l'IFC de Pointe-Noire, puis nous sommes allés au nord Congo, précisément à Gamboma où nous avons rencontré les Atsoua, et à Oyo, ensuite à Sembé où nous

avons joué devant les Baka et les autochtones Mbendzeles. Après, nous sommes allés à Impfondo, fief du groupe Ndima, où il a vu le jour. Enfin, nous avons bouclé notre tournée ici à l'IFC de Brazzaville », a déclaré le manager du groupe Ndima, Sorel Eta.

Cette tournée a été rendue possible grâce à leurs partenaires que sont la délégation de l'Union européenne (UE) au Congo, les instituts français du Congo (de Pointe-Noire et de Brazzaville), l'ambassade France, le ministère de la Culture et des Arts du Congo, la ville de Paris. Au début du mois de mars, le groupe Ndima se rendra en France pour une vingtaine de concerts, avant de poursuivre son séjour en Suisse.

Les droits humains au cœur de l'action extérieure de l'UE
Peu avant le début du concert,

l'ambassadeur Giacomo Durazzo a témoigné la satisfaction et la fierté de l'UE à soutenir ce magnifique projet artistique, "Äkä free voices of forest", né de la rencontre et de l'alchimie entre le groupe autochtone Ndima et des vocalistes et body-percussionnistes français. Au-delà de la dimension artistique, il a souligné l'aventure humaine que vit cette formation musicale inédite. En effet, depuis leur rencontre improbable sur la scène d'un festival en Allemagne en 2018, en passant par la France où les liens se sont renforcés, la forêt d'Impfondo au Congo (fief des Aka), l'ethnie autochtone dont sont issus les membres du groupe Ndima, où les artistes français ont été en immersion, tout concourt à faire de cette histoire quelque chose de singulier et porteur d'espoir, a témoigné Giacomo Durazzo.

Cette aventure humaine, a poursuivi l'ambassadeur de l'UE, et les valeurs qu'elle promeut permettent de contrebalancer un discours et des attitudes largement discriminatoires dont est victime la population autochtone et qui bafouent ses droits les plus élémentaires y compris au Congo. Or, ce sont les valeurs d'égalité, de solidarité, de justice et de paix que ces droits véhiculent que l'UE doit préserver à tout prix et garantir à chacun et chacune d'entre eux, notamment les plus vulnérables.

Pour Giacomo Durazzo, l'UE place les droits humains au cœur de son action extérieure à travers le monde. La promotion et la protection des droits des peuples autochtones en constituent un des axes majeurs. Son action en faveur des droits humains est rendue possible grâce notamment à plusieurs leviers... « Toutes ces initiatives sont l'occasion de rendre hommage à la résilience, à la créativité et à l'ingéniosité des peuples autochtones, porteurs de connaissances et d'un patrimoine culturel inestimable. Avec la table-ronde d'hier, le vernissage de l'exposition réalisée par l'anthropologue Romain Duda et le concert de ce soir, elles forment un ensemble cohérent », a déclaré l'ambassadeur de l'UE.

Notons que le groupe Ndima, qui signifie en langue Aka "la forêt", a été créé en 2003 par l'ethnologue Sorel Eta, son manager, après avoir rencontré les Aka en 1996. Depuis 2012 ce groupe a parcouru le monde grâce à son tourneur suisse, George Grillon.

Bruno Okokana

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE

SOCIÉTÉ

ART, CULTURE, MEDIA

COVID-19

Le couvre-feu levé en RDC

Au cours d'une réunion interinstitutionnelle qu'il a présidée le 14 février à la Cité de l'Union africaine, le chef de l'État, Félix Tshisekedi, a pris un train de mesures dans le sens de l'allégement des gestes barrières contre la covid-19. L'on a noté à cette réunion la présence des membres du gouvernement, des Forces armées de la République démocratique du Congo, de la police nationale, de la task force présidentielle ainsi que de l'INRB.

Le chef de l'État a décidé de la levée du couvre-feu sur toute l'étendue du territoire national, sauf dans les provinces sous état de siège. Il a, en outre, décidé de la suppression du test covid pour les personnes totalement vaccinées.

Pour ce qui est de la suppression du test Covid-19, cette mesure concerne particulièrement les passagers des vols internationaux à l'arrivée tout comme ceux des vols nationaux. C'est ainsi que, désormais, les voyageurs de l'extérieur et ceux de l'intérieur ne seront plus assujettis au paiement des frais de 45\$ pour certains et 30\$ pour d'autres.

Toute fois, il y a lieu de dire que la plupart des mesures prises précédemment, en vue de préserver la population de la propagation de la



En dépit de la levée du couvre-feu, le port de masque est de rigueur DR

covid-19 restent en vigueur. Il s'agit essentiellement: du port de masque conventionnel; des gestes barrières, lors des circonstance, telles

que des cas de fête: deuil; la fréquentation des bistrot; terrasses et autres boîtes de nuit, qui doivent continuer d'observer des consignes de

distanciation et les heures de fermeture. Depuis quelques semaines, la RDC connaît une baisse de cas de covid-19. Dans les hôpitaux,

le nombre de malades admis en urgence a sensiblement baissé. c'est ce qui a, notamment, conduit à l'allégement des gestes barrières.

Blandine Lusimana



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO MOKO BANA MBOKA



Assurance tous risques
chantier



Assurance automobile



Assurance voyage



Assurance incendie

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO



LUTTE CONTRE LES ÉROSIONS À MONT-NGAFULA

Alexis Gisaro rassure la population

La commune de Mont-Ngafula est à la merci des érosions. Plusieurs maisons ont été englouties par des éboulements. Face à cette situation, les habitants de cette commune précisément ceux des quartiers Musangu-Muteba, Kinvula et Nsaya ont décidé de soumettre leurs préoccupations au Ministre d'État, Ministre des Infrastructures et Travaux Publics (ITP), Alexis Gisaro Muvunyi.

C'est dans ce cadre que le patron des ITP a récemment accordé une audience à la délégation des habitants de ces quartiers. Au menu de leurs échanges, la problématique des érosions qui ne cesse de ronger tant soit peu cette partie ouest de la capitale congolaise.

Satisfaite de leur partage, cette frange de la population de ce coin de Kinshasa a signifié que les assurances ont été données par le patron des ITP. « Au cours de notre discussion, le ministre d'État en charge des Infrastructures et Travaux publics nous a rassuré que les travaux vont démarrer incessamment, afin de stopper toutes ces têtes d'érosions qui menacent tous nos diffé-



rents quartiers et l'avenue des Aveugles», a laissé entendre Rubens Mikindo, porte-parole de

la délégation.

A son tour, le ministre d'État aux ITP, Alexis Gisaro, a signifié que toutes

La nationale n°1 menacée à nouveau d'être coupée DR

les doléances de la population de ces quartiers sont entendues et le gouvernement congolais a pris des

dispositions idoines à ce propos. Pour ce faire, a-t-il précisé, l'Office des voiries et drainage s'était rendu sur terrain pour mener des études et d'ici peu, le gouvernement central va disponibiliser les fonds et les travaux vont démarrer sous peu.

Aussi, l'avenue des Aveugles dans cette même contrée subira tout de même sa cure de jouvence, afin de permettre à la population de circuler en toute quiétude, a renchéri Alexis Gisaro. Il vaut mieux de signaler que le gouvernement Sama, par le biais du ministère des ITP, s'est lancé en guère contre les différents sites érosifs; notamment à Dumenzi, Masikita et bientôt à Zamba-Télécom.

Blandine Lusimana

ETHIOPIE

Le Parlement lève l'état d'urgence

Le Parlement éthiopien a levé, le 15 février, l'état d'urgence décrété en novembre 2021 pour six mois, afin de contrer l'avancée des rebelles tigréens vers Addis-Abeba, la capitale.

Le vote des députés éthiopiens a fait suite à une proposition du cabinet du Premier ministre, Abiy Ahmed, visant à assouplir l'état d'urgence de temps de guerre imposé initialement jusqu'en mai. Sur les 312 législateurs présents, 63 ont voté contre le décret, tandis que 21 se sont abstenus.

Le gouvernement éthiopien entend mettre à profit le retour à la normale pour relancer son économie et remettre sa diplomatie sur les rails. L'image du pays a été écornée, en effet, par des allégations d'arrestations arbitraires de Tigréens pendant l'état d'urgence.

Débuté en novembre 2020, le conflit entre les rebelles du TPLF et les forces loyalistes en Ethiopie a fait de milliers de morts, plus de deux millions de déplacés et plongé des centaines de milliers d'Ethiopiens dans des conditions proches de la famine, selon les Nations unies.

Depuis plusieurs mois, le Tigré est soumis à ce que l'Organisation des Nations unies qualifie de « blocus de facto » de l'aide humanitaire, chaque camp s'en renvoyant la responsabilité. Washington accuse le gouvernement de bloquer l'aide, tandis qu'Addis-Abeba impute la situation aux incursions rebelles.

Le Programme alimentaire mondial (PAM) a estimé en janvier que près de 40% de la population du Tigré souffrait de « pénurie extrême de nourriture ». Le PAM a précisé que les organisations non gouvernementales humanitaires internationales opérant dans la région sont à court de carburant et contraintes d'apporter à pied leur aide aux civils souffrant de malnutrition.

Y.R.Nz.

SAHEL

La France exclut le Mali de la lutte contre le terrorisme

Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a déclaré le 14 février que la France poursuivra la lutte contre le terrorisme au Sahel, mais pas au Mali.

Selon la France, les conditions ne sont plus réunies pour qu'elle maintienne son action militaire au Mali. Le maintien de la junte militaire au pouvoir et l'arrivée des mercenaires russes de Wagner, que Jean-Yves Le Drian estime au nombre de mille aujourd'hui, semblent constituer « des lignes rouges qui ont été franchies ». Le ministre évoque également des « entraves » aux capacités opérationnelles, des partenaires européens « renvoyés du jour au lendemain » malgré « des accords dûment écrits ».

« Le président de la République a souhaité que l'on se réorganise, mais on ne part pas. Si les conditions ne sont plus réunies pour qu'on puisse être en mesure d'agir au Mali, on continuera à combattre le terrorisme à côté, avec les autres pays du Sahel qui sont tout à fait demandeurs », a expliqué le ministre français, Jean-Yves Le Drian.

Il a réaffirmé la volonté française d'aider le Burkina Faso face à la menace terroriste, et ce, trois jours après l'annonce d'opéra-

tions conjointes dans le sud-est de ce pays contre les djihadistes accusés d'avoir commis la semaine dernière des attaques au Bénin.

La déclaration du ministre français des Affaires étrangères est intervenue quelques heures après une réunion par visioconférence des ministres des Affaires étrangères européens et à la veille d'une rencontre entre le président Emmanuel Macron et

trois de ses homologues sahéliens : Mohamed Bazoum (Niger), Mahamat Idriss Déby (Tchad) et Mohamed ould Ghazouani (Mauritanie).

En effet, les chefs d'Etat de ces trois membres du G5 Sahel sont conviés à un dîner, le 16 février à l'Élysée. Les présidents en exercice de l'Union africaine et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest sont également attendus, ainsi que le président du Conseil européen et le chef de la diplomatie européenne.

Ce rendez-vous est « une nouvelle étape importante dans le dialogue et dans le travail que nous menons (avec nos partenaires) pour l'adaptation de notre dispositif au Sahel dans la lutte contre le terrorisme », précise-t-on.

La rencontre est un prélude au sommet Europe-Afrique prévu les 17 et 18 février à Bruxelles, au cours duquel la question de la lutte contre le terrorisme sera sûrement abordée.

Yvette Reine Nzaba

« Le président de la République a souhaité que l'on se réorganise, mais on ne part pas. Si les conditions ne sont plus réunies pour qu'on puisse être en mesure d'agir au Mali, on continuera à combattre le terrorisme à côté, avec les autres pays du Sahel qui sont tout à fait demandeurs »

UNION AFRICAINE

Le panel dresse un bilan satisfaisant de la mandature de la RDC

Lors d'une conférence de presse animée le 12 février, au Palais de la nation, le panel chargé d'accompagner la mandature de la République démocratique du Congo (RDC) à la présidence de l'Union africaine (UA) a dressé un brillant bilan du passage de ce pays à la tête de cette organisation panafricaine.

Devant les professionnels des médias, le coordonnateur du panel, le Pr Alphonse Ntumba Luaba, a vanté le bilan de son pays sous le leadership du Félix-Antoine Tshisekedi, tant sur les plans diplomatique, culturel, sanitaire, économique, sécuritaire et genre, et ce, malgré le contexte de crise sanitaire marqué notamment par la pandémie de covid-19.

Le panel s'est dit satisfait de la réussite du mandat de la RDC à la tête de l'UA dans tous les secteurs précités, et cette réussite a été saluée par d'autres chefs d'Etat africains présents à la dernière réunion de l'UA, tenue le 5 février à Addis-Abeba, en Ethiopie, a-t-il précisé. C'était lors de la cérémonie de passation du pouvoir entre le président congolais sortant, Félix Tshisekedi, et l'entrant Macky Sall du Sénégal. S'adressant à la presse, les panélistes ont mis en exergue les actions menées par le président Tshisekedi dans le cadre de la thématique annuelle «Arts, cultures et patrimoines», de la RDC à la présidence de l'UA. Sur le plan diplomatique, le Pr Ntumba Luaba a affirmé que plusieurs actions ont été menées par Félix Tshisekedi pour faire entendre la voix de l'Afrique ainsi que de la RDC, notamment aux sommets de Cop 26 tenu à Glas-



Les membres du panel en conférence de presse

gow, en Ecosse; du G20 tenu à Rome, en Italie, et du sommet de Paris où l'Afrique a été dévoilée avec ses diverses potentialités pour l'intérêt mondial.

Pendant le règne du chef de l'Etat congolais à la tête de l'UA, la RDC a fait un retour en force sur la scène internationale et est aujourd'hui devenue incontournable dans la résolution des conflits opposant plusieurs pays africains, à l'instar du conflit opposant l'Egypte, le Soudan et l'Ethiopie, sur le grand barrage de la Renaissance. Grâce à la di-

plomatie agissante du président Tshisekedi, la paix est revenue après des négociations tripartites. Sur le plan économique, le Pr Alphonse Ntumba Luaba a affirmé que plusieurs accords économiques ont été signés pour le développement de l'Afrique afin de lutter contre le chômage, à travers la Zone de libre-échange continentale africaine.

Dans le secteur culturel, le panel a félicité le leadership de Félix Tshisekedi pour avoir inscrit la rumba congolaise sur la liste du patrimoine culturel immatériel de

l'humanité. Parlant des grandes innovations au niveau national, le panel a révélé que la RDC a créé un festival panafricain à vocation de réunir plusieurs artistes de différentes tendances culturelles et est également l'occasion pour les pays africains de vendre leur culture et de promouvoir la diversité culturelle. La RDC a offert une chanson chantée par Lokwa Kanza et a aussi traduit l'hymne de l'UA en lingala.

Parlant de la vaccination anti covid-19 en Afrique, le panel a signifié que sous le leadership de

Félix Tshisekedi, les chefs d'Etat ont lancé un nouvel ordre pour la santé publique en Afrique afin de résoudre la dépendance sanitaire. « Félix Tshisekedi a porté la parole de l'Afrique et a mis des mécanismes de production des vaccins anti covid en Afrique qui sont déjà opérationnels dans cinq pays, notamment l'Afrique du Sud, le Maroc, le Sénégal », ont souligné les intervenants.

S'agissant du genre, le panel a appuyé la position de la femme à travers la masculinité positive dont le chef de l'Etat congolais s'est vu décerner un prix en rapport avec ce concept pour ses efforts dans la lutte contre ce fléau. Evoquant le dossier sécuritaire, le coordonnateur du panel a loué les efforts menés par le président congolais pendant son règne à la tête de l'UA pour avoir imposé la création d'une dynamique de dialogue en vue de prévenir le conflit.

Il sied de rappeler que le panel qui accompagnait la mandature de la RDC à la tête de l'UA avait pour mission, conformément à l'ordonnance n° 20/144 du 30 octobre 2020, d'assister le président de la République dans la mise en œuvre de sa vision et de son plan d'actions à la tête de cette organisation.

Alain Diasso

BUDGET DE L'ETAT

Adolphe Muzito prône la création d'un fonds souverain en RDC

Député national et ancien Premier ministre de la République démocratique du Congo (RDC), membre du présidium de la plateforme Lamuka et président du parti Nouvel élan, Adolphe Muzito a animé une conférence de presse le 15 février au Press Club Brussels, à Bruxelles, en Belgique, en marge du sommet Union européenne (UE) - Union africaine (UA) qui y sera organisé les 17 et 18 février.

La conférence de presse a porté sur les attentes, les obstacles et les opportunités du sommet UE-UA pour l'Afrique et plus spécifiquement pour la RDC. Adolphe Muzito a notamment fait savoir qu'il est de ceux qui souhaitent la création d'un fonds souverain dans ce pays, qui sera sous-tendu par les actifs miniers du Congo. « Il faut chiffrer, titriser et évaluer. Nous avons combien de tonnes de minerais dans le sous-sol ? Nous sommes deuxième producteur de cuivre et premier producteur de cobalt. Le coltan, le lithium... Nous pouvons mettre cela sur le marché en titrisant et mobilisant des fonds. Une partie (de ces ressources. NDLR) pourra être mise en hypothèque pour lever des fonds », a déclaré l'ancien Premier ministre.

Pour lui, en aliénant des actifs ou en les mettant en caution pour dégager des financements, la RDC peut obtenir jusqu'à cinquante milliards de dollars américains. « C'est dans la durée car, aujourd'hui, nous sommes capables de mobiliser trente milliards de dollars

sur le marché financier. Il suffit de présenter les états financiers du Congo, c'est-à-dire, quel est notre bilan et quel est notre produit intérieur brut (PIB) ? On a un PIB de 55 milliards. En moyenne, les pays africains ont un niveau d'endettement faible par rapport à l'Europe. La Belgique, par exemple, a un PIB de 500 milliards de dollars américains et a une dette qui équivaut à un peu plus. La RDC a un PIB de 55 milliards mais on a une dette de 6 milliards, si on y intègre la dette intérieure. Cela signifie que l'on a un taux d'endettement qui approche les 10 ou 12 %, là où les autres ont un taux d'endettement de 100% de leur PIB. Cela signifie que le Congo peut nouer des partenariats car il peut emprunter jusqu'à 60 ou 70 %. C'est vrai qu'il va poser un problème de consommation ou d'utilisation de l'argent dans la durée, mais on a cette capacité d'endettement », a expliqué Adolphe Muzito.

Selon le conférencier, même si on effectue une équation du service

de la dette, c'est-à-dire ce que la RDC paye annuellement à titre d'intérêt et de quotité restant due, le pays approche les 200 ou 300 millions de dollars américains, alors qu'il a un budget qui approche les huit milliards de dollars américains en ressources propres. « Et nous avons une balance de paiement qui approche les 15 milliards de dollars. Donc, avec un service de la dette de 300 millions de dollars, on est en dessous du ratio qui veut qu'on ne dépasse pas 15%. Aujourd'hui, en terme de service de la dette, on ne dépasse pas 2%. Mais, la dette elle-même est de six milliards de dollars. Donc, nous sommes capables de nous endetter. La question est celle de la gestion et non celle des agrégats proprement dits, c-à-d des rapports entre notre niveau de la dette, notre PIB, notre budget et notre balance de paiement », a argumenté l'ancien inspecteur des finances.

Financer le service de la dette
Par ailleurs, Adolphe Muzito a es-

timé que les recettes d'exportation peuvent permettre à la RDC de dégager un milliard de dollars chaque année pour financer le service de la dette qui, a-t-il fait savoir, est aujourd'hui à 200 millions. Il a ainsi estimé que le pays peut s'endetter, étant donné que la dette implique un délai de grâce pendant lequel le financement des infrastructures est à ses débuts. « C'est au bout de la cinquième année que vous pouvez commencer à payer, avec les surplus générés par les projets financés par l'emprunt », a fait savoir l'ancien Premier ministre.

Augmenter le budget de l'Etat

Il a précisé que son approche consiste à savoir comment augmenter le budget de l'Etat grâce aux ressources propres mobilisées sur le marché financier, comment ainsi constituer un fonds souverain et financer, via le marché financier international ou encore les partenaires bilatéraux comme la Belgique. « Ce n'est pas avec un budget de sept milliards de dollars américains en ressources

propres que l'on peut financer un secteur comme l'enseignement, par exemple, notamment la gratuité de l'enseignement ; que l'on peut financer l'Etat dans sa fonction régaliennne qu'est la sécurité à l'est du pays où on nous malmène par un petit pays. On a un PIB faible, mais on a tout, plus que le monde entier, en ressources naturelles. L'Occident a besoin de nos ressources et nous avons besoin de leurs capitaux. Il faut donc créer un rapport de force pour qu'ils viennent avec leur argent et leurs connaissances techniques », a déclaré l'ancien Premier ministre congolais.

Pour Adolphe Muzito, augmenter le budget de l'Etat consiste d'abord à mobiliser les ressources internes, à travers notamment la douane, le fisc et les recettes administratives, et aussi à savoir comment augmenter les ressources extérieures grâce à ce fonds souverain pour commencer à construire le Congo, en partant de l'évaluation de ses besoins propres.

Patrick Ndungidi

CHAMPIONNAT NATIONAL DIRECT LIGUE 1

Cara retrouve le podium

Après l'avoir perdue lors de la neuvième journée, le Club athlétique renaissance aiglons (Cara) a retrouvé sa troisième place lors de la 12^e et avant dernière journée de la phase aller.

Depuis le début de la saison, l'AS Otohô et l'AC Léopards se donnent coup pour coup pour conserver les deux premières places. Le match qui devrait les opposer lors de la 12^e journée a été reporté au 23 février à cause de la participation de l'As Otohô à la phase de poules de la Coupe africaine de la Confédération. Cependant la troisième place reste la plus instable. Elle change de main à chaque journée. Après le Cara, au terme de la 8^e journée, l'Etoile du Congo, les Diabes noirs et la Jeunesse sportive de Talangaï (JST) ont respectivement pris le relais pendant les 9^e, 10^e et 11^e journées. Mais la contre-performance de la JST a fait le bonheur des Aiglons. Ils comptent désormais dix-neuf points, soit un de plus que les Diabes noirs, lesquels ont battu le dimanche au



Les Aiglons retrouvent le podium/Adiac

Complexe sportif de Pointe-Noire Nico-Nicoyé 2-0 pour revenir à la hauteur de la JST. Les Aiglons, en effet, ont battu 1-0 l'AS Cheminots au stade Alphonse-Massamba-Débat,

pendant que la JST a été défaite 0-1 par l'AS BNG.

V Club Mokanda, vainqueur de l'Etoile du Congo 2-0, compte aussi dix-huit points comme la JST et les Diabes noirs.

Sa victoire a relégué l'Etoile du Congo à la septième place avec quinze points. Les Stelliens ont perdu une place au classement après le nul 0-0 d'Interclub face au FC Na-

thalys. L'Interclub améliore son compteur à seize points. Le FC Kondzo a soigné son classement grâce à son succès 3-0 sur Patronage Sainte-Anne. Il compte quatorze points comme le FC Nathalys. L'AS BNG occupe la 11^e place avec douze points, après sa victoire sur la JST, devant l'AS Cheminots neuf points, Patronage huit points et Nico-Nicoyé six points.

La 13^e journée débute le jeudi au stade Alphonse-Massamba-Débat. L'AS BNG sera aux prises à l'AC Léopards avant l'Etoile du Congo-Nico-Nicoyé. Le 18 février, Patronage accueillera le Cara puis l'équipe de Diabes noirs va affronter l'Interclub. A Pointe-Noire, le FC Nathalys recevra le FC Kondzo pendant que l'AS Cheminots jouera contre la JST.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Les vérités de Muleka sur son départ du Standard de Liège

L'interview de Jackson Muleka dans la presse belge suscite moult commentaires.

Le nouveau joueur de Kasimpasa en Turquie a été buteur et passeur décisif dès sa première apparition contre Alanyaspor (5^e au classement de Turquie). Entré en jeu à la 58^e mn, il a offert la passe décisive à la 65^e pour l'égalisation de son club mené, avant de marquer à son tour à la 68^e mn. Le match s'est achevé sur un nul de deux buts partout, et Muleka s'est vu offrir la note de 8,8, finissant le match avec trois tirs cadrés, deux dribbles et cinq passes réussies sur cinq, cinq duels au sol remportés sur six, et un duel aérien remporté sur trois. Des statistiques très prometteuses pour l'attaquant congolais dans Kasimpasa, actuel 14^e au classement avec 28 points, avant la prochaine journée contre Konyaspor de son compatriote Paul-José Mpoku, le 18 février.

Après cette première apparition de facture avec Kasimpasa, l'ancien buteur du Tout Puissant Mazembe, dans une interview au média belge sudinfo.be et reprise dans plusieurs autres médias du pays plat, a tenu à donner sa version des faits sur son départ, en prêt sans option d'achat, du Liège vers la Turquie. « Ce choix d'avoir opté pour le club liégeois, je ne le regretterai jamais, même si le traitement que m'ont réservé les dirigeants m'a terriblement déçu. N'inversons pas les rôles, c'est le Standard qui m'a poussé vers la sortie. Dire le contraire, c'est travestir la réalité. J'ai tout de suite compris, lorsque le mercato s'est ouvert, que la direction avait décidé que je devais partir. Comment interpréter les choses autrement lorsque vos dirigeants passent des coups de fil à d'autres

clubs pour qu'ils m'appellent et m'incitent à les rejoindre ? », a-t-il rétorqué, contredisant la version du coach des Rouches le franco-slovene Luka Elsner selon laquelle Muleka voulait partir. « C'est faux. Je le répète, moi, au départ, je voulais rester, pour aider le Standard à s'en sortir et à repartir du bon pied. Je voulais apporter ma pierre à l'édifice, assumer mes responsabilités », a soutenu l'attaquant international congolais.

Et d'ajouter sans langue de bois : « Je n'ai jamais eu le sentiment d'entrer dans les plans de Luka Elsner, alors que je bossais dur, Klaus peut en dire autant, c'est un peu comme si Joao (Klaus) et moi-même faisons perdre chaque semaine l'équipe, mais je constate que cela ne va pas nécessairement mieux depuis que nous ne sommes plus là ».

L'on a appris que Jackson Muleka n'était payé que cinq mille euros brut par mois au Standard, salaire minimum pour un joueur extracommunautaire. « J'espérais légitimement, après ma première saison, ponctuée par douze buts inscrits toutes compétitions confondues, que mes efforts seraient récompensés et que mon salaire serait revu à la hausse. Celui-ci ne l'a jamais été. On en a encore discuté à la fin du mois de décembre, pour arriver à une proposition de revalorisation qui a été balayée dès l'instant où j'ai refusé de m'en aller sur la base d'un prêt. Et notamment à Saint-Trond où j'aurais pourtant pu gagner... neuf fois plus qu'à Sclessin », a révélé le joueur.

Il a lâché : « Le Standard est un bon club, mais qu'il y a à l'intérieur de mauvaises personnes qui ne savent pas reconnaître le boulot des autres. Depuis mon départ d'Afrique, je me suis toujours donné corps et âme pour ce club, mais j'ai bénéficié en retour de très peu de considération, à l'image du contrat de merde (sic) que j'avais et que j'ai toujours là-bas ».

Quant à son retour au Standard au terme du prêt, Jackson Muleka a indiqué : « Je sais que cela va être très compliqué de rentrer au Standard, même si je suis encore lié contractuellement à ce club. Et que ce sera difficile de croiser à nouveau le visage de certaines personnes ».

Ne craignant pas une possible sanction suite à ces propos, il a confié : « Pour quelle raison serai-je sanctionné ? Je ne dis que la vérité et il est important que les supporters du Standard la connaissent. Pour le reste, on verra plus tard, dans quelques semaines. Aujourd'hui, je veux me concentrer à fond sur Kasimpasa et donner à ce club tout ce que je peux lui apporter ».

L'on attend voir la suite de la prestation de ce joueur formé à l'académie du Tout Puissant Mazembe de Lubumbashi, l'Ecofoot Katumbi, et qui a été meilleur buteur de la Ligue des champions en Afrique avec Mazembe, avant de prendre la direction du stade Sclessin de Liège en 2020. Il a inscrit quinze buts en cinquante-quatre matches, et a connu des moments difficiles dus aux blessures, relégué le plus souvent sur le banc des remplaçants. Il relance donc sa carrière à Kasimpasa, en Turquie.

Martin Engimo

SAGA AWARD

Des artistes primés à Dolisie

Organisée par J.K.L Production en partenariat avec Saga des Stars, la Saga Award a récompensé, le 14 février à Dolisie, les artistes talentueux de cette ville évoluant dans différentes catégories : musique, comédie, mode, mécénat.

La première édition de Saga Award a réuni les artistes, fans et mélomanes de musique, comédie et bien d'autres disciplines. Au total, treize trophées ont été décernés tour à tour aux artistes qui se sont démarqués. H lover a été sacré "Meilleur arrangeur son", Rodman concert "Meilleur réalisateur des clips", Sabatia "Meilleur mécène".

Par ailleurs, le prix du meilleur comédien est revenu à Virus, alors que DJ pin a été désigné "Révélation de l'année" et MG musical "Meilleur groupe urbain". L'orchestre Dolisiana a remporté le trophée du meilleur clip et meilleur orchestre. Le prix de Meilleur artiste a été attribué à Dancy Big get, celui de la Sape à Kiboba et le prix de Meilleur musique mélangée à un artiste anonyme. Jérémie Lissouba et Prisca « des Ewawa » ont également été gratifiés lors de cette soirée. « Aujourd'hui, c'est un réel plaisir pour le public de retrouver les artistes qu'il a choisis à travers les réseaux sociaux. Ce Saga Award a pour but de promouvoir la culture de la ville de Dolisie en particulier et celle du Congo en général. Que ces meilleurs artistes reçoivent les encouragements afin de redorer le blason de la ville », a déclaré Jérémie Lissouba, député de l'arrondissement 2 de Dolisie, au terme de cette cérémonie dont il a été également le mécène.

Comme toute œuvre humaine ne manque pas de défauts, Saga Award ressemble à un bébé qui vient de naître. A ce propos, les organisateurs ont promis de fournir plus d'efforts lors des prochaines éditions pour éliminer les imperfections. « Que les artistes, mélomanes et fans ne nous tiennent pas rigueur pour cette première édition », a déclaré Ghiscar Mahosso, alias Titio Ferbac, membre du comité d'organisation.

Notons que cette soirée de Saga Award a été positivement saluée par la population de Dolisie qui n'avait pas eu droit à une telle cérémonie depuis 2009. La dernière étant « Mouana Bouala Award » organisée en 2008. La désignation des artistes primés s'est faite sur la base des votes en ligne du public et d'un jury de trois membres.

Max Ferhynel Poudi

NÉCROLOGIE

Djason Philosophe, la famille et les enfants Mobassi ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de leur père, oncle et grand-père Antoine Mobassi «Backus-chef», enseignant et ancien chef de service à l'INRAP, survenu le 7 février 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis n° 113 rue Oboya à Talangaï (Rfce général Adoua).

La date et le programme de l'inhumation seront communiqués ultérieurement. «Que l'âme de notre cher papa repose en paix».



Maître Patrice Mahoungou, commissaire de justice et commissaire priseur annonce aux parents, amis et connaissances le décès de sa mère Julienne Bengue, survenu le 9 février 2022 à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°6 de la rue Mankoussou sur l'avenue de la cité des 17 à côté de l'hôtel Christy.

La date de l'inhumation est fixée au vendredi 18 février au cimetière du Centre-ville à Brazzaville.



Les filles et fils des familles Nicolas Daph Kokolo, Joël Pélé Kokolo, Kikabou Mbengou Georgette Getta, Mbengou John Moukala, Diane Ntsimba, Prisca Nzoussi Kiminou, Ulrich Charles Mfoutou Mbengou et la famille Bouella informent les parents, amis et connaissances du décès de leur mère, tante, soeur, fille et belle-soeur Nick Gisabelle Bouela, survenu le 8 février 2022 au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient derrière le PSP de la cité des 17 (réf. pylône MTN).

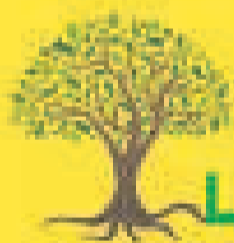
La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



REMERCIEMENT

Le maître principal Reims Madzou Ngatali, en service à l'état-major de la Marine nationale, Mme Amélie Bertille Bokoko (épouse) et famille remercient tous ceux qui les ont assistés physiquement, moralement, financièrement et spirituellement, pendant la dure épreuve qui les a frappés lors du décès de leur fils, Espoir Vainqueur Madzou Ngatali, survenu au Centre hospitalier universitaire de Brazzaville, le dimanche 7 février 2022 et dont l'inhumation est intervenue le samedi 12 février 2022 au cimetière de Jérusalem à Kintélé.

Que grâce vous soit rendue.



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations : Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace, Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble Les manguiers (Mplla) Brazzaville République du Congo.

Ouvert
du mardi au dimanche de 10h à 19h
0029 79 11 116



EDUCATION

Le CAPV se félicite de la reprise des cours des enfants autochtones

Les membres du Cercle des actions sociales pour la prise en charge des personnes vulnérables (CAPV) ont remercié, au cours d'un entretien avec la presse, les directions départementales de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation et de la Promotion des peuples autochtones du Kouilou et Pointe-Noire pour leur soutien à la reprise des cours des vingt-quatre enfants autochtones chassés pour non paiement des frais scolaires.

Inscris régulièrement dans six établissements scolaires de Pointe-Noire et du Kouilou, à savoir Alexis-Makosso, Ecole Loandjili Faubourg, Ecole de Nanga, Ecole de Mpita, Ecole de Tchiniambi-Mbota et l'Ecole de Mengo, vingt-quatre élèves autochtones pris en charge par le CAPV ont été chassés des cours au début de ce deuxième trimestre par les responsables desdits établissements publics pour le non paiement de 5000 FCFA des frais scolaires annuels par tête.

Très indigné de voir tout le travail fait se fondre, Horaire Mesmin Oba, président du CAPV, a sollicité en vain l'indulgence des chefs d'établissement avant de remonter l'information auprès des directions départementales de l'Enseignement primaire et celle de la Promotion des peuples autochtones qui ont réagi favorablement. « Il vous est recommandé de prendre en compte les enfants autochtones inscrits par le CAPV dans vos établissements respectifs, afin



de leur assurer la garantie des frais liés à leur écolage », a instruit Jean-Baptiste Sitou dans sa circulaire. « Ça y est, les vingt-quatre enfants autochtones ont repris les cours normalement dans tous ces établissements suite à la note de service de la direction des peuples autochtones kouilou /Pointe-Noire re-

traçant le décret d'application sur l'accès à l'éducation pour les enfants autochtones et la circulaire du directeur départemental de l'Enseignement primaire, Jean Baptiste Sitou, à l'intention des établissements scolaires de Pointe-Noire sur le respect des prescriptions de la loi scolaire, notamment la loi

Mesmin Horaire Oba et Roger Mangala'Adiac n°25-95 du 17 novembre 1995 sur la prise en charge des enfants autochtones dans le système éducatif congolais », s'est-il réjoui.

Cette note de service de la direction interdépartementale des peuples autochtones stipule également que le décret d'application sur l'accès à l'éducation

pour les enfants autochtones prévoit la possibilité de bourses pour soutenir leur accès à l'enseignement supérieur. Ce décret ordonne, en outre, à l'Etat de fournir chaque année des trousseaux scolaires aux enfants autochtones, de distribuer des uniformes scolaires, de créer et d'entretenir des restaurants scolaires pour veiller à ce que les enfants autochtones ne souffrent de la faim pendant la journée. Le CAPV mène ses activités dans le cadre de la pérennisation du projet incitation à la scolarisation des enfants autochtones. De son côté, Mesmin Horaire Oba a évoqué les difficultés de prise en charge qui sont liées à l'alimentation et la santé. « L'alimentation est un des facteurs qui poussent les enfants autochtones à décrocher leur scolarisation. Nous sollicitons la bienveillance de tous ceux qui peuvent contribuer aux soutiens de ces élèves dont une candidate au CEPE », a-t-il laissé entendre.

Charlem Léa Itoua

DISTINCTION

Le colonel Aline Olga Lonzaniabeka récompensé

La cérémonie de reconnaissance et de décoration du colonel Aline Olga Lonzaniabeka des Forces armées congolaises (FAC) par l'ONG MB production, pour ses efforts socio-professionnels et intellectuels, a eu lieu en fin de semaine dernière à Brazzaville, dans la salle des conférences de l'auditorium du ministère des Affaires étrangères.

L'organisation internationale culturelle, sociale, éducative, sportive et du développement « MB Production », qui a pour mission de primer l'excellence, a reconnu et décoré le colonel Aline Olga Lonzaniabeka pour ses actions sur les plans social, professionnel et intellectuel (littéraire), en présence des ministres de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean-Luc Mouthou ; des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Irène Marie Cécile Mboukou-Kimbatsa et de l'Économie forestière, Rosalie Matondo. Pour sa distinction, elle a reçu les attributions du pouvoir, constituées d'un diplôme d'honneur, d'une carte de membre d'honneur, d'une écharpe de commandement, d'un logo de l'ONG, d'un bouquet de fleur...

Le manager de l'ONG MB Production, Médard Mbongo, dans son témoignage à l'endroit de la récipiendaire, a loué ses qualités et son altruisme. A cet effet, il a émis un souhait : celui de voir cette dame de qualité être élevée au grade de général des FAC. Ravie de cette distinction, le colonel Aline Olga Lonzaniabeka a remercié l'ONG internationale MB Production pour l'avoir choisie comme récipiendaire. Elle a également remercié les membres du gouvernement et exprimé sa reconnaissance au président de la République ainsi qu'à la première dame du Congo qui sou-



La récipiendaire posant avec la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo/Adiac

tiennent l'action des femmes en général et des femmes de la force publique en particulier.

Une décoration qui fait la fierté des femmes

Le ministre Jean-Luc Mouthou a souligné que c'est à travers ses ouvrages que l'ONG internationale MB Production a primé le colonel Aline Olga Lonzaniabeka, pour ses actions au profit de la femme de la force publique. L'ouvrage « Paix et sécurité en Afrique : rôle des femmes-soldats » épouse son temps. Il intègre le thème à la mode, la parité Homme-Femme, résultante du principe constitutionnel : égalité des sexes. « Ici, c'est le rôle de la femme soldat sur le théâtre des opérations militaires, au rétablissement de la paix et la sécurité sur le continent africain qui est en exergue. Penser à cette démarche, il faut saluer l'action diplomatique de notre pays dans ce contexte et particulièrement la volonté du président de la République, chef de l'Etat, Denis Sassou N'Guesso, qui œuvre depuis de nombreuses années à promouvoir la stabilité et la paix en Afrique, tout en participant au multilatéralisme », a-t-il déclaré.

A propos de ses publications, le ministre des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Irène Marie Cécile Mboukou Kimbatsa, a encouragé Aline Olga Lonzaniabeka qu'elle

considère comme l'ambassadrice des femmes de la force publique à continuer à écrire.

Pour la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo, la décoration reçue par le colonel Aline Olga Lonzaniabeka, de la part de MB Production, résulte incontestablement de l'excellence qu'elle incarne. Tout en la félicitant, la ministre Rosalie Matondo a déclaré : « Colonel, vous assumez avec honneur et fierté les missions qui vous sont assignées. Vous êtes assurément un modèle, un exemple à suivre pour le corps paramilitaire des Eaux et forêts et Ecofac qui comptent également en leur sein des femmes engagées au milieu des hommes dans la préservation de notre patrimoine biologique ainsi que la sécurité là où les braconniers font crépiter les armes dans notre faune ».

En rappel, Aline Olga Lonzaniabeka a reçu sa formation initiale d'officier à l'Académie militaire Marien-Ngouabi. Elle fait partie de la septième promotion de cette académie qui constitue la première expérience féminine formée à cette prestigieuse école (1998-2001). Elle est titulaire d'un master en management des ressources humaines, d'un autre en études diplomatiques et stratégiques obtenu à l'Inseec en France, et troisième master en stratégie, défense et conflits armés.

Bruno Okokana

TENNIS

Les meilleurs athlètes du tournoi international TCB gratifiés

Le tournoi international de tennis, organisé du 4 au 12 février par le Tennis Club de Brazzaville (TCB), a présenté son classement général et gratifié les meilleurs dans les catégories masculine et féminine.

Dans une ambiance très amicale et conviviale, la cérémonie de clôture du tournoi international de tennis de Brazzaville a tenu toutes ses promesses. En présence d'un public enthousiaste, les finales marquant la fin de cette compétition qui a réuni durant une semaine les adeptes du tennis ont mis en exergue le fair-play, la cohésion et l'esprit de partage des participants.

« Je suis très ému et satisfait des résultats de cette compétition. Merci beaucoup aux organisateurs et félicitations à tous les athlètes, car nous avons assisté aux beaux spectacles. Il y avait vraiment l'ambiance sur le terrain et dans les gradins. C'est une bonne initiative, que cela se multiplie dans les prochains jours », a indiqué un spectateur. Les férus et amateurs de ce sport se sont, en effet, affrontés sans lassitude sur les terrains de la forêt de la Patte-d'Oie, à proximité du Stade Alphonse-Massambat-Débat, pour tenter de se qualifier en finale ou chercher à bien se positionner au classement gé-



néral. Deux athlètes par catégorie ont été récompensés, au terme des deux finales épiques. Au terme des matches de finale, qui ont opposé respectivement la Congolaise Elena Mingui à la Française Amélie Cabrera (dames), puis le Franco-Congolais Paterne Mamata au Congolais Alfred Loubila (messieurs), Paterne Mamata et Elena Mingui se sont distingués.

La jeune congolaise de 19 ans, Elena Mingui, a reçu un trophée, une médaille et un chèque de 700 000 F CFA. « Cela fait cinq ans que je pratique le tennis. Je suis très contente et je demande que d'autres tournois soient organisés, pour que j'éleve mon niveau de jeu », a-t-elle indiqué. La finaliste a, pour sa part, remporté une médaille, un trophée, puis un chèque de 300

Paterne Mamata recevant son trophée Adiac 000 FCFA. Paterne Mamata, qui pratique ce sport dès son bas âge, a souhaité, avant de récupérer son chèque de 2 000 000 F CFA, que les jeunes s'imprègnent vraiment du tennis. Organisée par un groupe des passionnés du sport, en général, et de tennis, en particulier, cette première édition a regroupé nombreux tennismen et tenniswomen venus de plusieurs pays.

Ce tournoi inédit apporte une valeur ajoutée à ce sport qui n'est pas trop connu du grand public congolais, qui est d'ailleurs invité à le découvrir et l'apprécier, grâce aux activités du TCB. Les joueurs et joueuses sont venus du Congo; de l'Indonésie; de la République démocratique du Congo; du Sénégal; du Mali; de la France; de la Belgique; de la Suisse; du Portugal; des États-Unis; du Japon; du Canada et du Liban.

Selon Nadia Nemri, membre du staff d'organisation, d'autres tournois similaires seront organisés dans les prochains jours à Brazzaville. Elle a également manifesté sa satisfaction suite au bon déroulement de la compétition. Sponsorisé par les entreprises Yao-Corp et Vival, ce tournoi revêt aussi un caractère social, puisque les ramasseurs de balles viennent des orphelinats. Une manière, selon les organisateurs, de permettre à ces enfants de découvrir le tennis et côtoyer d'autres environnements.

Rude Ngoma

INTERVIEW

Mwasssi Moyindo: « On a chacun une définition différente de l'amour »

Du fait que le 14 février, dans de nombreux pays, renvoie à la fête des amoureux, la slameuse congolaise, Mwasssi Moyindo, a choisi de rendre disponible en cette date son troisième single «Luzolo» (amour) sur différentes plateformes de téléchargement. Entretien autour de ce nouvel opus, hommage à Franklin Boukaka et fruit d'une autoproduction.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Parlez-nous de la genèse de «Luzolo».

Mwasssi Moyindo (M.M.) : «Luzolo» c'est un morceau qui existe depuis un peu plus d'une année. J'écrivais le texte de la chanson assez spontanément et sans savoir qu'il fera partie de ma discographie. Au fil du temps, je l'appréciais positivement que je me suis dit qu'il faut que je le partage avec les amoureux du slam.

L.D.B. : Pourquoi la mention « Hommage à Franklin Boukaka » accompagne-t-elle la diffusion du single sur YouTube ?

M.M. : Franklin Boukaka est l'une de mes icônes. Mon texte existait déjà et pendant que je le peaufinais, je n'avais pas trouvé meilleur refrain pour sublimer le titre que celui de l'une des chansons de l'artiste qui me donne des frissons. Depuis que je la connais, il ne se passe pas plus de deux jours sans que je ne l'écoute. Dans mon nouveau single, les couplets sont de moi et le refrain est une interprétation de « Luzolo » de Boukaka qui est en l'ari et que je ne pouvais pas traduire. On a peut-être changé le rythme et adapté la chanson, mais ça reste ce re-



frain dont je suis amoureuse.

L.D.B. : De quoi parle le single et où a-t-il été réalisé ?

M.M. : Ce single est un texte qui traite d'amour compliqué.

Une femme qui aime de tout son cœur, mais qui n'a pas le droit de vivre avec l'homme de son enfance, son amour de jeunesse. Elle lui adresse ce texte pour lui dire qu'elle l'aime malgré la complication de l'histoire.

Que ses mots ne changeront rien. Le clip vidéo du single a été entièrement réalisé à Brazzaville.

L.D.B. : Que peut-on retenir de ce single ?

M.M. : Je ne suis pas du genre à donner des leçons de morale à mon public. Chaque personne est différente et chaque personne devrait faire le choix qui lui convient le mieux. D'où ces propos pour accompagner la sortie du clip : « On a chacun une définition différente de ce qu'est l'amour. Pour certains ce sont les sentiments, pour d'autres c'est le confort. Dans tous les cas fais un choix, reste-toi ».

L.D.B. : Avec qui avez-vous travaillé pour la sortie de ce single ?

M.M. : Pour la sortie de mon nouveau single «Luzolo», j'ai eu à collaborer avec mon beatmaker et ingénieur son, Expro. La réalisation, quant à elle, a été assurée par Dan Marcus Mujangi. Pour des besoins du clip, mon équipe a fait recours à des acteurs, danseurs et comédiens de Brazzaville.

L.D.B. : Techniquement, «Luzolo» c'est quel genre musical ?

M.M. : Du slam, du slam, encore du slam. Mais sur de l'Afro comme on l'aime.

L.D.B. : Depuis peu, vous enchaînez des singles. «Zalayo», «Ngiena» et aujourd'hui «Luzolo». A quand la sortie d'un album ?

M.M. : Peut-être très bientôt, mais la cuisine peut prendre du temps. Donc allons-y lentement et sûrement. Agrandissons la communauté, parce qu'un album ça fait beaucoup et le retour doit être solide.

L.D.B. : Jusqu'à ce jour, vous évoluez en autoproduction. Quelles difficultés rencontrez-vous ?

M.M. : Les difficultés n'ont pas changé. L'autoproduction est un gros risque et un gros investissement qui, on l'espère, finira par payer.

L.D.B. : Que réservez-vous encore au public pour cette année 2022 ?

M.M. : Beaucoup d'amour et de partage comme d'habitude. Mon vœu, c'est de pouvoir être écoutée de partout, partager mon savoir-faire avec le monde. C'est tout ce que je souhaite.

Propos recueillis par Merveille Atipo